Du conflit de pouvoir coutumier à l'embrasement du grand Kasaï : enjeux cachés de la crise de kamuina nsapu (rd Congo)

Justin Kouakou KOUAME
Criminologie, Université Félix Houphouët Boigny Abidjan, Côte d'Ivoire
kouamejustin73@gmail.com ;
ktongba@yahoo.fr

Résumé

Cette étude analyse les enjeux sous-jacents ayant conduit la succession coutumière de Kamuina Nsapu à déboucher sur une crise armée d'envergure régionale dans le Grand Kasaï, en République démocratique du Congo. Elle repose sur l'hypothèse selon laquelle cette crise résulte de l'articulation entre les enjeux de gouvernance locale, les intérêts liés aux ressources minières, notamment diamantifères, et les stratégies des acteurs. Les données ont été recueillies dans les provinces du Kasaï-Central, du Kasaï et à Kinshasa à partir d'une recherche documentaire, d'entretiens individuels, de groupes de discussion et d'observations directes. Les résultats montrent que le pouvoir coutumier constitue un enjeu stratégique d'accès à l'autorité locale, aux ressources minières et aux avantages économiques qui en découlent. Ils révèlent que les stratégies concurrentes des différents acteurs ont transformé un différend de succession coutumière en une crise armée régionale. L'étude conclut qu'une gouvernance locale transparente, une reconnaissance impartiale des autorités coutumières et une gestion équitable des ressources naturelles sont essentielles à la prévention de crises similaires.

Mots clés : *Pouvoir coutumier, Gouvernance locale, Ressources minières, Crise de Kamuina Nsapu, Grand Kasaï.*

Abstract

This study examines the underlying issues that led the customary succession of Kamuina Nsapu to escalate into a large-scale armed conflict in the Greater Kasai region of the Democratic Republic of the Congo. It is based on the hypothesis that the crisis resulted from the interaction between local governance issues, interests in mineral resources, particularly diamonds, and the strategies adopted by the actors involved. Data were collected in Kasai Central, Kasai and Kinshasa through documentary research, individual interviews, focus group discussions and direct observation. The findings show that customary authority constitutes a strategic means of accessing local power, mineral resources and the economic benefits associated with them. They also reveal that the competing strategies of the different actors transformed a customary succession dispute into a regional armed conflict. The study concludes that transparent local governance, impartial recognition of customary authorities and equitable management of natural resources are essential to preventing similar crises.

Keywords *: Customary power, Local governance, Mineral resources, Kamuina Nsapu crisis, Greater Kasaï.*

Introduction

En Afrique subsaharienne, les conflits liés au pouvoir coutumier constituent une source récurrente de tensions sociales et politiques. Contestations de l'autorité traditionnelle, disputes successorales, bicéphalie du pouvoir, ruptures dynastiques, revendications d'autonomie ou remises en cause de la légitimité des chefs illustrent les difficultés qui entourent la gouvernance locale (Katembo, 1996 ; Perrot, 2006 ; Speight, 2017 ; Mahier, Koffi & Gade, 2018 ; Vircoulon, 2020 ; Ahouty & Aliman, 2022).

En République Démocratique du Congo (RDC), l'autorité coutumière occupe une place institutionnelle importante

dans l'organisation des communautés locales. L'article 207 de la Constitution du 18 février 2006 et la Loi n°15/015 du 25 août 2015 portant statut des chefs coutumiers consacrent à la fois la légitimité coutumière et la légalité administrative du pouvoir traditionnel (Journal Officiel, 2015). Après son intronisation selon les règles coutumières, le chef doit être reconnu par l'autorité politico-administrative compétente, notamment le gouverneur de province (Kabamba, 2018).

Si la chefferie traditionnelle demeure une institution essentielle de l'organisation sociopolitique du pays, son mode de dévolution constitue également un enjeu déterminant. Les privilèges sociaux, politiques, économiques et symboliques liés à cette fonction suscitent les convoitises des prétendants à la succession. Ces rivalités sont particulièrement vives dans le Grand Kasaï, région riche en ressources minières, notamment diamantifères, où le contrôle de l'autorité coutumière est souvent associé à celui des territoires et des ressources (Mbambu, 2006).

Situé au centre de la RDC, le Grand Kasaï couvre environ 325 044 km² et compte plus de 15 millions d'habitants. La région connaît des contestations récurrentes des successions coutumières, des différends relatifs aux espaces de compétence et des remises en cause de la légitimité des chefs désignés. Certains villages s'affranchissent des groupements de tutelle afin d'exercer directement leur autorité sur leur patrimoine ancestral, tandis que d'autres manifestent des velléités d'autonomie administrative et coutumière. Dans certaines localités, deux prétendants revendiquent simultanément l'autorité sur une même entité coutumière (Kabamba, 2018 ; Katshunga, 2023). Au-delà des rivalités lignagères, ces conflits sont souvent influencés par

l'intervention d'acteurs politiques. Les prétendants au trône sollicitent fréquemment l'appui des élites politiques et administratives afin de renforcer leur position dans les compétitions successorales (De Herdt, 2009). Ainsi, les luttes pour le pouvoir coutumier apparaissent également comme des espaces de confrontation d'intérêts concurrents. La crise de Kamuina Nsapu constitue une illustration emblématique de cette imbrication entre pouvoir coutumier et enjeux dépassant le seul cadre traditionnel. Déclenchée par un différend successoral aggravé par l'absence de reconnaissance administrative du chef désigné, elle est progressivement passée d'un conflit local à une crise sécuritaire généralisée dans le Grand Kasaï (IRRI, 2018). La constitution d'une milice communautaire, la réaction des forces étatiques et l'implication de groupes d'autodéfense ont favorisé une escalade de la violence, transformant un conflit coutumier en une crise armée impliquant divers acteurs étatiques et non étatiques. Qu'un conflit de succession coutumière, théoriquement encadré par des mécanismes traditionnels et administratifs de régulation, ait pu déboucher sur une crise d'une telle ampleur soulève plusieurs interrogations. Au-delà de sa dimension apparente, ce conflit semble avoir été traversé par des enjeux sous-jacents et des dynamiques d'acteurs ayant influencé son évolution. Dès lors, la présente étude s'interroge sur les enjeux sous-jacents et les dynamiques d'acteurs ayant contribué à la transformation de la crise de Kamuina Nsapu en une crise sécuritaire majeure en RDC. L'objectif est d'analyser les enjeux sous-jacents et les dynamiques d'acteurs ayant favorisé la transformation de ce conflit de succession coutumière en une crise armée d'envergure

régionale. L'hypothèse de l'étude est que la transformation de la crise de Kamuina Nsapu, d'un différend de succession coutumière localisé en une crise sécuritaire majeure, résulte de l'imbrication d'enjeux sous-jacents et de stratégies d'acteurs ayant favorisé l'escalade et l'extension du conflit à l'échelle régionale.

La théorie de l'analyse stratégique de Maurice Cusson (2005) sert de cadre d'analyse. Selon cette approche, les acteurs orientent leurs comportements en fonction des avantages attendus, des opportunités disponibles et des risques encourus. Appliquée à cette étude, elle permet d'analyser les stratégies développées par les différents protagonistes engagés dans la compétition pour le pouvoir coutumier. La crise de Kamuina Nsapu illustre ainsi comment des rivalités autour de l'autorité traditionnelle peuvent évoluer vers des formes de confrontation violente lorsque les acteurs perçoivent dans le conflit une opportunité de préserver ou d'accroître leur contrôle sur des ressources et des positions d'influence.

Méthodologie

Site et participants à l'enquête

L'enquête de terrain s'est déroulée en RDC du 26 juillet au 24 août 2019 dans les provinces du Kasaï-Central (Kananga et Dibaya), du Kasaï (Tshikapa, Kamonia et Kakenge) ainsi que dans la ville de Kinshasa. Un échantillon raisonné de 114 participants a été constitué à partir d'informateurs clés sélectionnés en fonction de leur statut, de leur rôle dans la

crise, ainsi que de leurs expériences et connaissances des dynamiques liées au conflit.

Techniques de recueil des données

La collecte des données a reposé sur 49 entretiens individuels et 5 focus groups, mobilisant au total 65 participants. Les entretiens individuels ont concerné des autorités politico-administratives et judiciaires, des chefs coutumiers, des leaders religieux, des représentants de la société civile, des responsables d'organismes de prise en charge, des ex-miliciens, ainsi que des personnes déplacées et retournées. Les focus groups ont réuni des hommes, des femmes, des jeunes ex-combattants, des garçons et des filles anciennement associés aux groupes armés.
Afin d'actualiser les informations et d'approfondir l'analyse des enjeux et des dynamiques d'acteurs à l'origine de la crise, l'enquête a été complétée du 15 décembre 2025 au 10 janvier 2026 par des entretiens téléphoniques et des échanges via WhatsApp auprès de 18 informateurs clés. Ces derniers comprenaient des représentants d'agences et d'organisations internationales, des leaders communautaires, des témoins privilégiés, des acteurs de la société civile ainsi que des responsables d'institutions et de services gouvernementaux.

Analyse des données

Les données recueillies, essentiellement qualitatives, ont été analysées à l'aide de la méthode d'analyse de contenu. Les discours, récits, témoignages et documents consultés ont

fait l'objet d'un examen thématique visant à mettre en évidence les enjeux sous-jacents, les stratégies des acteurs ainsi que les dynamiques d'interaction ayant contribué au déclenchement, à l'escalade et à l'extension de la crise de Kamuina Nsapu. Cette analyse a également permis d'identifier les logiques d'action, les rapports de force et les intérêts en présence qui ont influencé l'évolution du conflit.

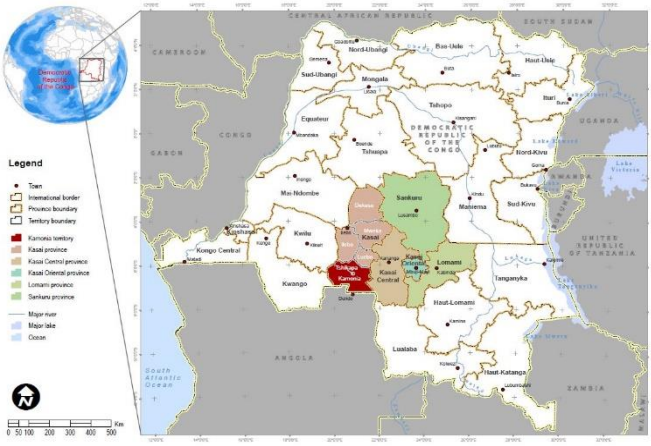
Résultats

Récit de la crise de Kamuina Nsapu

Selon Rolley (2017) – ayant couvert la crise – depuis le 25 mars 2013, le nommé Jean-Prince Pandi Mpumbulula de la dynastie "Kamuina Nsapu" est intronisé chef coutumier. Mais sa reconnaissance par les autorités officielles n'a jamais suivi durant trois ans de vaine attente. Pour revendiquer l'arrêté de nomination, il élève une milice guerrière, "Kamuina Nsapu" à partir des membres de sa communauté (hommes, jeunes, femmes, fillettes et gamins), les "Bajila Kasanga". Le 3 avril 2016, les pouvoirs publics perquisitionnent son domicile, lui reprochant de garder des armes, d'intention insurrectionnelle et de trouble à l'ordre public. La milice qualifie la perquisition de « profanation des attributs du pouvoir coutumier » et passe à l'offensive en s'en prenant aux symboles, services et édifices de l'État (administration, tribunal, police, école, santé, etc.). Le 30 juillet 2016 à Ntenda et le 8 août 2016 à Tshimbulu, des attaques visant les forces de l'ordre ainsi que les communautés locales sont enregistrées. Dans le même temps, des barricades sont érigées sur les axes Dibaya–Kananga et Dibaya–Mbuji-Mayi.

Dans ce contexte vraisemblablement insurrectionnel, les autorités congolaises décident de rétablir l'ordre, d'abord, en sommant en vain la reddition du chef de la milice (le 11 août 2016), ensuite, les négociations échouent, enfin, une opération militaire conduit à son assassinat (le 12 août 2016). La crise s'enlise subséquemment en affrontements armés entre la milice Kamuina Nsapu et les forces de défense et de sécurité. Tout le grand Kasaï bascule alors dans une guerre totale. La cessation des hostilités est annoncée, le 17 mars 2017, par le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadari, suite à un accord négocié avec le camp Kamuina Nsapu. Il s'agit de la restitution du corps du chef de la milice à sa famille et de la désignation par arrêté (reconnaissance officielle) de son remplaçant, Jacques Kabeya Ntumba. Le respect desquels engagements par le régime marque officiellement la fin du conflit (VOA Afrique, 2017). Les conséquences de la crise sont dramatiques. Les violences ont causé entre 3 000 et 5 000 morts et plus de 300 blessés (UNICEF, 2018 ; IRRI, 2018 ; Caritas et Justice & Paix, 2017 ; OCHA, 2016). Plus de 1 500 000 personnes ont été déplacées, dont 600 000 déplacés internes et 30 000 réfugiés en Angola et en Zambie. Plus de 4 000 enfants ont été séparés de leurs familles et 2 000 enrôlés dans des groupes armés. La crise a également exposé plus de 3 000 000 de personnes à l'insécurité alimentaire et entraîné la malnutrition de 770 000 enfants. Enfin, 416 écoles et 224 structures de santé ont été détruites. La carte ci-dessous localise cette région du Kasaï.

Figure 1: Carte de la RDC localisant l'espace Kasaï en couleur



Source : Evaluation de DTM RDC (Marc – Novembre 2018)

Enjeux sous-jacents à la crise

La crise de crise de Kamuina Nsapu cèle des enjeux en rapport avec la gouvernance locale et des intérêts miniers. Elle (la crise) est l'expression d'une compétition pour la mainmise sur les mines. Mais, en amont, il faut pour les belligérants combattre pour contrôler le pouvoir coutumier qui confère des droits reconnus (officiels) et des privilèges sur les ressources naturelles disponibles et sur les populations du groupement de Kamuina Nsapu.

Enjeux de gouvernance locale

Intérêts liés au contrôle du pouvoir coutumier

La constitution du 18 février 2006 et la Loi N°15/015 du 25 août 2015 fixant le statut des chefs coutumiers indiquent que le mode de désignation du chef coutumier passe nécessairement par la coutume avant la confirmation officielle par arrêté interministériel, pris par les ministères de l'Intérieur et des Affaires Coutumières, sur avis et considérations préalables du Gouverneur de province.
D'une part, les modes traditionnels d'accession au pouvoir varient suivant les systèmes endogènes : de père en fils dans le « patriarcat », de l'oncle à neveu dans le système « matriarcat » et la « patriarchie » où le pouvoir est confié au plus âgé. Selon l'option choisie, les communautés intronisent leur chef, se soumettent à son autorité et lui reconnaissent des droits sur l'exploitation des ressources naturelles. Les usages lui permettent des prérogatives sur les terrains miniers, la cession des terres et des terrains villageois, l'exploitation des ressources forestières (bois). Il bénéficie de présents en nature et en numéraire comme le dit cet enquêté :

> *« Quand les gens vont à la chasse, ils ramènent le gibier au chef. On lui donne des moutons, des chèvres, des coqs, des poules… Quand il tranche des palabres, il gagne l'argent de plainte, de jugement et les cautions de visite de sites. »*

D'autre part, l'État confirme la désignation du chef coutumier par un arrêté de nomination. Ce qui lui donne droit

à un émolument, à un pouvoir de sauvegarde des ressources naturelles et de protection de sa population. Il a droit de participer à des manifestations républicaines (cérémonies officielles, réception des hôtes du Président de la République, etc.).

Ce faisceau de droits, de pouvoirs et de privilèges suscite convoitises et antagonismes. C'est donc un enjeu conflictuel. L'appétence des intérêts amarrés à la gouvernance génère des forces asymétriques qui joutent pour le trône. L'exemple de Kamuina Nsapu est "l'iceberg" des conflits récursifs structurant la gouvernance locale. Lors des investigations, la Commission Consultative de Règlement des Conflits Coutumiers (CCRCC) en a fait 145 cas enregistrés dans la seule province du Kasaï-Central.

Les velléités de scission de groupements et le phénomène d'affranchissement de groupements sont impressionnants et alimentent aussi les conflits territoriaux dans le grand Kasaï. Par exemple, l'Administrateur de Territoire de Dibaya a informé que son Territoire est vite passé de 24 groupements reconnus de droit à 62 en moins d'une année, soit 38 cas affranchis illégalement. La gouvernance locale concentre des avantages qui sont permanemment un objet conflictuel et de stratégies dans l'espace kasaïen.

Stratégies de Kamuina Nsapu pour le contrôle du pouvoir coutumier

- ***Mise en place de la milice***

La mise en place de la milice répond à une stratégie de revendication du statut de chef coutumier, et la propagande

est le moyen de ralliement des communautés à la cause défendue.

De son démêlé avec l'autorité provinciale, Kamuina Nsapu a porté un projet "révolutionnaire" en invoquant le pouvoir d'un fétiche familial qui serait dit-on protecteur et rendrait invulnérable aux armes létales. Il a transmis ce pouvoir d'une personne à l'autre, d'une localité à l'autre par un rituel ou baptême organisé autour d'un feu sacré "Tshiota". Pour rallier les réceptivités à sa cause, il passe par une propagande adulatoire en reprenant le discours de l'opposition politique qui promet le changement de régime, le développement économique du Kasaï, l'emploi pour les jeunes, le partage équitable des richesses, la prospérité, etc. Selon une autorité interviewée :

> *« Pour revendiquer son statut de chef coutumier, Nsapu a créé sa milice. Ensuite, par un discours de changement et de bonheur pour les kasaïens, il est parvenu à convaincre les communautés hostiles au gouvernement, et, c'est comme ça que son mouvement s'est répandu partout dans le Kasaï. »*

- ***Dérogation des normes coutumières d'accès au trône***

Les données de terrain relèvent que l'intronisation de Pandi déroge à la coutume chez la dynastie des Kamuina Nsapu. La prescription indique que la succession au sein de la famille régnante est directe (patriarcat) ; elle se fait du père au fils. Mais, pour l'intronisation de Pandi Kamuina Nsapu (le 25 mars 2013), un changement sans précédent s'opère : le pouvoir passe désormais de l'oncle au neveu. Ce changement

non conforme à la norme initie une rupture de la ligne successorale et mécontente des notables chargés de faire appliquer la règle. Des propos d'investigués font unanimement la remarque suivante :

> *« Pandi a hérité de son oncle (Anaclet Ntumba Mupalade), très influent, à qui, il est lié par sa mère (la mère de Pandi est la sœur de Ntumba). Son choix comme héritier a été décidé par l'oncle lui-même de son vivant car Pandi a appris à gérer le groupement à ses côtés. En plus, l'oncle n'a pas eu confiance en ses propres enfants parce qu'ils n'étaient pas sur place. Sa volonté de remettre le pouvoir à son neveu est une entorse à la succession qui, en principe, se fait du père au fils. »*

Pour la plupart des enquêtés, une partie des notables rumine son désaccord sur ce choix. Mais, cette dissension interne n'a pas empêché l'intronisation de Kamuina Nsapu par les siens, ce, conformément à la volonté du défunt chef Ntumba. C'est ainsi qu'il acquiert sa légitimité de chef du groupement. En clair, cette légitimité est non consensuelle car elle ne relève pas de la prescription en vigueur, mais plutôt de la volonté personnelle du défunt chef. Elle ouvre la faille ou la possibilité de contestations ou de revendications. Ainsi, au dire d'un Administrateur :

> *« … mais en face, Kamuina Nsapu trouve une opposition au sein de sa famille, son cousin Ntenda veut le trône. Ntenda a le soutien de sa sœur (ministre provincial) et du Gouverneur de province. »*

Pour d'autres notables, la présence effective de Kamuina Nsapu dans le village leur prive des privilèges acquis sous le précédent règne. Sous l'ancien chef, le pouvoir était aux mains des notables qui avaient tout le contrôle mais qui leur échappe avec l'arrivée du présent chef :

> *« Le chef défunt ne vivait pas au village, il résidait pratiquement en ville, tantôt à Kinshasa, tantôt à Kananga. Il avait mis en place un système qui permettait aux notables de gérer. Ils étaient habitués aux privilèges du pouvoir et recevaient des dons, le gibier, les vivres, l'argent, etc. L'actuel chef est venu, on l'a accepté et intronisé, mais, lui, il est resté sur place au village. C'est lui maintenant qui prend directement les présents. Pour ça, il y a déjà des mécontentements. »*

Même, les notables qui avaient accepté ce pouvoir au départ commencent à se rebiffer : *« mais lui, il est venu et on n'a plus rien, et d'ailleurs notre pouvoir, c'est du père au fils. Alors ! Ce n'est pas lui que devrait prendre le pouvoir ici »*.
L'exercice du pouvoir met en jeu une palette de privilèges qui sont âprement disputés par les acteurs.

Stratégies de l'autorité provinciale pour le contrôle du pouvoir coutumier

- ***Refus de reconnaissance du statut de chef coutumier***

La non-reconnaissance officielle du statut de chef coutumier de Kamuina Nsapu est une stratégie d'appropriation de la gouvernance locale par l'autorité provinciale. En principe,

après l'intronisation de Kamuina Nsapu, devrait suivre sa reconnaissance officielle, précédée d'une enquête de confirmation du statut de chef coutumier auprès des notables. Cette enquête devrait fournir au Gouverneur de Province des éléments pour motiver son avis et ses considérations sur la désignation du chef coutumier. Or, d'après des enquêtés, l'enquête n'a pas été faite de manière officielle alors que, parmi les notables, il y a un malaise sur le cas Kamuina Nsapu. En témoigne cet autre enquêté :

> *« Deux bulletins de la police ont été déposés au Gouverneur. Ces bulletins demandent qu'on fasse des enquêtes pour savoir ce qui se passe et ce qu'il faut faire. Celui-ci a répondu que c'est du commérage et qu'il n'y a pas de problème. »*

En définitive, l'autorité provinciale n'a pas donné suite à la requête de reconnaissance officielle de Kamuina Nsapu. Un représentant de la société civile d'affirmer ceci :

> *« Le gouvernement provincial était à la base de beaucoup de choses.*
> *Kamuina Nsapu a fait 3 jours de va-et-vient, mais le Gouverneur ne l'a pas reçu. Il venait, il pouvait trainer sous le manguier et il rentrait sans réponse. Officiellement, on n'a pas donné une réponse à ses revendications. »*

Ce propos confirme que l'enjeu de gouvernance locale est tellement antagonique que cela peut pousser au non-respect des dispositions relatives à la désignation du chef coutumier. Cela signifie que l'autorité compétente y ayant des intérêts particuliers peut ne pas jouer franchement sa partition dans

la procédure. Certains enquêtés y voient même un acte de contestation.
D'autres interviewés bien introduits dans l'administration provinciale affirment qu'en réalité c'est un refus sous le prétexte qu'une mésentente – au sujet de Kamuina Nsapu – départage les notables. Pour d'autres encore, la raison est à chercher ailleurs :

> *« …il y a les ambitions du Gouverneur par rapport à la terre, à l'exploitation du diamant. Il ne pouvait pas remettre l'arrêté à Kamuina Nsapu qui est son concurrent direct. »*

À l'analyse, les résultats signifient que le contrôle du pouvoir coutumier donne droit à des avantages qui ne laissent personne indifférent. Pour concrétiser cette ambition (contrôle du pouvoir), les protagonistes sont entrés en conflit dans lequel l'autorité provinciale déploie des stratégies de transgression (violation) des prescriptions et de domination.

- ***Mise à mort de Kamuina Nsapu***

La mort précoce de Kamuina Nsapu par assassinat correspond une stratégie extrême de son écartement définitif de la course au pouvoir coutumier, et partant, de mettre un terme au conflit. L'option de la mort, parmi tant d'autres, est, pour la partie responsable (le commanditaire), un moyen de mainmise sur la chefferie et sur les ressources, les droits et les privilèges liés. Pourtant, loin du résultat escompté, le décès de Kamuina Nsapu est l'élément provocateur majeur de la radicalisation de la milice puis de l'expansion rapide des foyers de violence, des agressions,

des affrontements meurtriers et des crimes voire du chaos sans précédent. Un enquêté en fait ainsi la description :

> *« Le conflit s'est aggravé quand on a tué Kamuina Nsapu. Il n'y avait pas moyen de maitriser les troupes. Il n'y avait pas encore de commandant, il n'y avait pas un chef qui pouvait donner le ton sur les groupes, qui pouvait maitriser la situation. Donc, chaque groupe pouvait agir en solo, à sa manière. »*

Les données traduisent ici que l'enjeu de gouvernance locale est tellement important que par revers il est un enjeu profondément agonistique au point qu'il a conduit à l'élimination d'une des parties (l'adversaire qui est en clair devenu l'ennemi).

Enjeux miniers de la crise

Paradoxe Kasaïen : riche potentiel minier contre enclavement et pauvreté

- ***Riche potentiel minier***

Des sources de services miniers provinciaux révèlent que le sous-sol de la région du grand Kasaï dispose par endroits des minerais tels le diamant, le cuivre, le colbat, l'or, le coltan, la tourmaline, etc. Des sites miniers sont mêmes en exploitation au Kasaï (Tshikapa, Kamako, Nsumbula, Diboko, Kamonia, Kabuakala, Tshindinde, Muamuenga, Kamabandji, Kabungu) et au Kasaï Central (Dibaya, Demba, Luiza). Le Groupement de Kamuina Nsapu, situé sur le territoire de Dibaya (Kasaï Central), fait partie des chantiers d'extraction de diamant qui suscitent la convoitise.

- ***Enclavement et pauvreté***

La région du Kasaï présente un visage de faible développement économique, d'enclavé, de délaissé et de difficile accès aux besoins vitaux et services de base. En conséquence, les pouvoirs publics centraux de la RDC sont rendus responsables de cette situation d'enclavement total. Selon une autorité locale, la région abrite la plus grande compagnie minière du pays (MIBA), mais le chômage et la pauvreté affectent les populations. La couverture en électricité est quasi inexistante partout alors que « le courant électrique y passe pour être commercialisé à l'étranger ». Les infrastructures administratives demeurent toujours des vestiges de la colonisation et les routes sont impraticables, bref. Vivant dans cette zone connue riche en ressources minières, les populations acceptent difficilement la pauvreté qui les frappe ; toute chose contribuant à amplifier la rancœur, la frustration et le ressentiment.

- ***Adversité lancinante autour des ressources minières***

Depuis des décennies, l'exploitation des mines a toujours été une source de discordes entre les communautés de l'espace kasaïen. Les mines sont à la base d'attrait massif de migrants vers les zones nanties. Dans les localités d'accueil, le pouvoir d'achat change et passe vite aux mains des migrants exploitants miniers. Cette situation est de nature conflictuelle car elle suscite la jalousie des autochtones qui nourrissent presque toujours l'envie de reconquérir le pouvoir économique perdu. Le propos d'un enquêté illustre bien cette réalité :

> *« …à Kamonia, le diamant est entre les mains des aventuriers Luba qui sont des commerçants, trafiquants et creuseurs de diamant. Les autochtones Tshokwe sont de petits creuseurs qui travaillent pour les Luba. (…) Cela crée la haine et la jalousie. »*

Ambitions de contrôle de sites diamantifères

Les résultats de l'étude indiquent que la mainmise sur le diamant constitue l'enjeu important qui motive les principaux protagonistes de la crise de Kamuina Nsapu. Ceux-ci (le chef coutumier et l'autorité provinciale) ambitionnent s'en assurer l'exploitation à profit. La crise est alors la conséquence des stratégies d'accaparement du diamant. Les témoignages des enquêtés sont on ne peut plus précis :

> *« Quand Monsieur Pandi (Kamuina Nsapu) était revenu au village en provenance d'Afrique du Sud, il faisait du diamant. Il avait trouvé des jeunes qu'il avait encadrés pour exploiter le diamant. Lorsque le gouverneur de province (Monsieur Kandé) avait appris l'information, il avait envoyé ses agents (service des mines) pour vérifier. Ils avaient constaté qu'il y a vraiment du diamant dans la zone. »*
>
> *Et, « Le gouverneur avait lui aussi des ambitions d'exploiter le diamant, mais la seule personne qui pouvait le contrecarrer, c'est Pandi. »*

Ces propos clarifient que les ambitions de l'autorité provinciale croisent celles du chef coutumier qui, lui, était déjà installé sur le site d'exploitation de diamant. Les deux

protagonistes sont engagés dans un duel pour s'assurer le contrôle exclusif des mines diamantifères. L'exploitation des mines garantit des revenus certains que ces protagonistes ne veulent pas laisser leur échapper pour tomber aux mains adverses.

Rumeurs et prémices de mécontentements locaux

Des rumeurs courent faisant état de l'installation imminente d'une entreprise minière en pourparlers avec le gouverneur de province, ce, au détriment (à la perte) ou en remplacement des exploitants ruraux. Lors des investigations, aucun document écrit, introduit au gouvernorat provincial, ne fait cas de l'existence officielle d'une telle entreprise. Rien ne mentionne l'autorisation accordée par le gouvernement de province à une entreprise. Selon cet enquêté :

> *« Il y avait des soupçons. En principe, si une entreprise devrait s'installer, on fait un sondage ou une enquête pour recueillir l'avis des villageois. Mais ça n'a pas été le cas. C'est que pendant cette période de rumeurs, Ntenda (cousin de Pandi et proche de Kandé) a commencé à chanter qu'il y aura une entreprise qui viendra prendre toute la partie de diamant. »*

Des enquêtés confirment que ces bruits (rumeurs) ont créé des mécontentements au sein de la population du groupement de Kamuina Nsapu et surtout au niveau des jeunes investis dans l'extraction du diamant, d'où le dire : *« Quand les jeunes que Pandi était en train d'encadrer ont appris qu'une*

entreprise viendra occuper l'espace pour exploiter le diamant, cela a créé aussi des problèmes. »
Ces rumeurs sont perçues comme un deal concocté contre les intérêts des communautés locales qui aspirent elles aussi au mieux-être, d'où leurs mécontentements.
Le refus de confirmer Pandi comme chef de groupement est aussi motivé par l'enjeu de contrôle du diamant car, si Pandi est reconnu, cela représenterait une perte pour le Gouverneur. Les privilèges de la gouvernance locale étant concédés par la loi, il faut donc une personne de main pour gérer le groupement Kamuina Nsapu. La suite, des stratégies allant jusqu'à l'extrême et à la catastrophe ont été déployées en vue de gagner absolument puisque les acteurs ont ignoré l'option du compromis et de la compréhension. La crise relève des ambitions personnelles des belligérants. L'accession au trône est un moyen, à savoir la voie tracée pour posséder les leviers de la gestion des ressources naturelles et minières.

Discussion et conclusion

Partant de la question de savoir pourquoi l'accession au trône de Kamuina Nsapu a débouché sur une crise généralisée dans l'ensemble du Grand Kasaï, cette étude a analysé les enjeux sous-jacents et les dynamiques d'acteurs ayant favorisé la transformation d'un différend de succession coutumière en une crise armée d'envergure régionale. Elle repose sur l'hypothèse selon laquelle cette crise résulte de l'articulation entre des enjeux de gouvernance locale, des intérêts économiques liés aux ressources minières et des stratégies d'acteurs ayant alimenté l'escalade de la violence et l'extension du conflit au-delà de son foyer initial. L'étude a

été conduite en République démocratique du Congo (RDC). Les données ont été collectées dans les provinces du Kasaï-Central, du Kasaï ainsi que dans la ville-province de Kinshasa, à travers une recherche documentaire, des entretiens individuels, des groupes de discussion (focus groups) et des observations directes.

Les résultats montrent que la crise de Kamuina Nsapu ne peut être réduite à un simple conflit de succession coutumière. Elle révèle l'imbrication de plusieurs dimensions, notamment la compétition pour le contrôle du pouvoir coutumier, les intérêts liés aux ressources minières, les avantages politiques et économiques associés à cette autorité ainsi que l'intervention d'acteurs institutionnels poursuivant des intérêts particuliers. L'analyse met également en évidence que la crise a été exacerbée par des stratégies concurrentes déployées par les différents antagonistes. Du côté de Kamuina Nsapu, la création d'une milice, la mobilisation des communautés autour d'un discours de changement politique et de justice sociale ainsi que le recours aux croyances mystico-religieuses ont constitué des stratégies de légitimation et de conquête du pouvoir coutumier. Toutefois, son accession au trône, consécutive à une succession dérogeant aux règles coutumières, a fragilisé sa légitimité auprès d'une partie des notables et alimenté les rivalités autour des privilèges liés à l'exercice de l'autorité coutumière. À l'inverse, l'autorité provinciale a refusé de reconnaître officiellement le statut de chef coutumier de Kamuina Nsapu, en méconnaissance des procédures administratives prévues, traduisant ainsi une instrumentalisation des mécanismes institutionnels au profit d'intérêts particuliers. L'élimination physique de Kamuina

Nsapu qui s'en est suivie peut être interprétée comme une stratégie visant à écarter un acteur devenu un obstacle au contrôle du pouvoir coutumier. Loin d'apaiser les tensions, cette décision a favorisé la radicalisation de la milice et l'extension des violences à l'ensemble du Grand Kasaï.

Ces résultats montrent que le pouvoir coutumier constitue un enjeu stratégique d'accès à l'autorité territoriale, aux ressources naturelles et aux opportunités économiques qui en découlent. Ils rejoignent les travaux de Katembo (1996), Perrot (2006), Speight (2017), Mahier, Koffi et Gade (2018), Vircoulon (2020), ainsi que ceux d'Ahouty et Aliman (2022), selon lesquels les conflits coutumiers en Afrique subsaharienne dépassent les seules questions de légitimité traditionnelle pour intégrer des enjeux politiques, économiques et territoriaux.

Ils convergent également avec les analyses de Mbambu (2006) qui montrent que le contrôle d'une chefferie constitue un moyen privilégié d'accès aux ressources minières, ainsi qu'avec celles de De Herdt (2009) qui soulignent le rôle déterminant des acteurs politiques et administratifs dans les compétitions liées au pouvoir coutumier. De même, ils complètent les travaux de Kabamba (2018) et de l'IRRI (2018) en montrant que la non-reconnaissance officielle de Kamuina Nsapu relevait d'une stratégie de contrôle de l'autorité locale et des ressources qui lui sont associées.

Ces résultats trouvent également un éclairage dans la théorie de l'analyse stratégique de Cusson (2005), selon laquelle les acteurs orientent leurs comportements en fonction des avantages qu'ils espèrent retirer de leurs actions. Dans cette perspective, la violence observée

apparaît comme une stratégie mobilisée pour défendre, conquérir ou préserver le contrôle du pouvoir coutumier et des ressources économiques qui lui sont associées.

L'ensemble des résultats confirme ainsi l'hypothèse de départ. Les stratégies concurrentes des différents acteurs ont constitué le principal mécanisme ayant transformé un différend successoral en une crise armée régionale, dans un contexte marqué par des intérêts miniers, des rivalités de gouvernance locale et la fragilité des mécanismes institutionnels de régulation. Les inégalités socioéconomiques, la marginalisation de certaines populations locales et les convoitises autour des ressources diamantifères ont également créé un environnement propice à la radicalisation du conflit et à son extension.

Toutefois, cette recherche présente certaines limites méthodologiques. La sensibilité du sujet, liée aux dimensions politiques, coutumières et sécuritaires de la crise, a parfois limité l'accès à certains acteurs directement impliqués dans les dynamiques de pouvoir. De plus, la complexité des interactions entre autorités traditionnelles, responsables administratifs, acteurs politiques et économiques, combinée au temps relativement court consacré aux investigations, a rendu difficile une reconstitution exhaustive des stratégies individuelles et collectives.

Malgré ces limites, cette étude ouvre des perspectives pour des travaux complémentaires susceptibles d'approfondir l'analyse des mécanismes de prévention des conflits liés aux chefferies, des processus de reconstruction du lien social après les crises armées, ainsi que du rôle des ressources naturelles dans la recomposition des rapports de pouvoir à l'échelle locale.

En conclusion, la crise de Kamuina Nsapu apparaît comme le produit de l'articulation entre un conflit de succession coutumière, des stratégies concurrentes de conquête et de conservation du pouvoir coutumier, des intérêts économiques liés aux ressources minières et des défaillances de la gouvernance locale. Elle montre qu'un différend local peut évoluer en une crise armée d'envergure régionale lorsque les mécanismes institutionnels sont instrumentalisés et que le pouvoir coutumier devient un enjeu d'accès aux ressources et aux privilèges. La prévention de crises similaires passe dès lors par une gouvernance locale plus transparente, une reconnaissance impartiale des autorités coutumières et une gestion plus équitable des ressources naturelles.

Références bibliographiques

AHOUTY Cyrille et ALIMAN Diomande, 2022. *Conflit de succession du pouvoir traditionnel en Afrique. Analyse sociologique des conflits de succession du pouvoir traditionnel en Côte d'Ivoire dans le département d'Akoupe*, Sarrebruck, Allemagne, Editions universitaires européennes.

BENSIMON Cyril, 2017. *Au Kasaï, un an de plongée vers l'abîme. Douze mois après la mort d'un chef coutumier, le conflit dans le centre de la République démocratique du Congo aurait fait plus de 3 000 morts.* https://www.lemonde.fr/afrique/

BLUNDO Giorgio, 1996. *Gérer les conflits fonciers au Sénégal : le rôle de l'administration locale dans le bassin arachidier,* CAHIERS AFRICAINS, Paris : L'Harmattan, n°23-24, pp 101-119.

CHAUVEAU Jean-Pierre, 2000. *Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire. Les enjeux silencieux d'un coup d'État*, Politique Africaine, n°78, spécial Côte d'Ivoire, pp 94 - 125.

DE HERDT Tom, 2009. *Quelle Reconstruction ? Acteurs et enjeux de la reconstruction post-conflit en RDC,* Rapport (Final TA-00-16-RDCO) de la recherche effectuée dans le cadre du programme "SOCIETE ET AVENIR" mis en œuvre et financé par le SPP Politique scientifique.

IRRI, 2018. *Conflit et déplacement au Kasaï,* rapport d'étude.

JOURNAL OFFICIEL (RDC), 2015. Loi N°15/015 du 25 août 2015 fixant le statut des chefs coutumiers, première partie, numéro spécial, Kinshasa – 31 août 2015.

KABAMBA Kabata, 2018. *Pouvoir, territorialité et conflictualité au Grand Kasaï (République démocratique du Congo),* Belgeo. URL http://journals.openedition.org/belgeo/26916 ; DOI : 10.4000/belgeo.26916.

KATEMBO Kangistsi, 1996. *Les causes des conflits du pouvoir politique traditionnel dans les collectivités-chefferies des Wanande du Nord-Kivu,* Journal of Oriental and African Studies, Volume 8, Pages : 110-124, Democratic Republic of Congo.

KATSHUNGA Olombe, 2023. Gestion des conflits de succession de pouvoir et profil du chef coutumier de nos jours. Mouvements et Enjeux Sociaux, vol.1, n°129, pp155–164.

BAH Mahier, KOFFI César et GADE Charles, 2018. *La chefferie traditionnelle à l'épreuve des mutations et compétitions politiques en Côte d'Ivoire : cas de Kéibly dans*

la sous-préfecture de Bloléquin en pays Wê. Autrepart, 86, 125-138. https://doi.org/10.3917/autr.086.0125.
MATHIEU Paul et al, 1998. *Enjeux fonciers et violences en Afrique : la prévention des conflits en se servant du cas Nord-Kivu (1940-1994).* Réforme agraire, N°2, p.33-42.
OCHA, 2016. *Rapport de la mission conjointe d'évaluation rapide Tshikapa, Kasaï.*
PERROT Claude-Hélène, 2006. *Chefs traditionnels : le cas du sud-est de la Côte d'Ivoire.* Afrique contemporaine, n°217, pp 173-184. https://doi.org/10.3917/afco.217.0173.
RFI, 2017. RDC, *Violences au Kasaï, reportage.* http://webdoc.rfi.fr/rdc-kasai-violences-crimes-kamuina-nsapu/chap-01/index.html.
ROLLEY Sonia, 2017. *RFI, Chronologie, la crise aux Kasaï en 30 dates* http://webdoc.rfi.fr/rdc-kasai-violences-crimes-kamuina-nsapu/chronologie/index.html.
RUSAMIRA Étienne, 2003, La dynamique des conflits ethniques au Nord-Kivu : une réflexion prospective, Afrique contemporaine, n° 207, pp. 147 à 163.
SPEIGHT Jeremy, 2017. *Bouna, une « instabilité permanente » : Foncier, autorité et violence post-conflit en Côte d'Ivoire dans la longue durée.* Afrique contemporaine, 263-264, 197-215. https://doi.org/10.3917/afco.263.0197.
STEARNS Jason, 2018. *Les dynamique sous-jacentes de la crise au Kasai RDC : la manipulation de l'autorité coutumière, la marginalisation sociale et une réponse gouvernementale disproportionnée,* Rapport du GEC (Groupe d'Etude sur le Congo).
UNICEF, 2018. *Le conflit au Kasaï, en République démocratique du Congo.* https://www.unicef.org/fr/sos-enfants/république-démocratique-du-congo.

VIRCOULON Thierry, 2020. *Les pouvoirs coutumiers en RDC : institutionnalisation, politisation et résilience*, Notes de l'Ifri, www.ifri.org.
VOA Afrique, 2017. *RDC : fin de conflit annoncée au Kasaï, nouveau chef coutumier désigné.*